

Ce n'est pas parce que le diable se niche dans les détails que l'on peut se permettre de ne pas répondre clairement à des questions simples en se réfugiant derrière le paravent de la complexité. Le projet de réforme d'EDF est à cet égard symbolique. On a rarement vu dossier aussi ardu. Qui peut vraiment comprendre pourquoi et comment la Commission européenne veut libéraliser davantage le marché de l'énergie ? Qui peut prétendre saisir toute la logique du projet « Hercule » qui entend réorganiser notre géant de l'électricité en plusieurs entités sans remettre en cause l'intégrité du groupe ? Qui peut nous dire pourquoi les deux sujets sont fatalement liés ?

Sur un dossier aussi stratégique ayant trait à notre souveraineté énergétique, les différentes parties prenantes s'écharpent sur des virgules sans parvenir à se mettre d'accord sur l'essentiel. Et personne ne répond franchement à la question centrale : comment la France peut-elle obtenir l'électricité la plus sûre et la moins polluante au meilleur prix ?

### **Black-out au Texas**

Instruit par les black-out qui viennent de plonger dans le noir le Texas, qui a fait de la dérégulation du marché de l'électricité sa doctrine et qui a misé massivement sur les énergies renouvelables sans prendre assez de garanties face au risque météo, on serait ainsi en droit d'attendre que la Commission européenne nous explique de façon claire pourquoi il faut introduire plus de concurrence sur notre marché électrique . Pourquoi doit-on obliger EDF à subventionner ses concurrents en bradant le prix de l'énergie nucléaire ? Pourquoi aurait-on le droit de soutenir l'investissement dans l'éolien et le solaire, mais pas dans le nucléaire qui fait partie de la réponse au défi climatique ? Sur tous ces points, l'absence de réponse claire est préoccupante.

### **EDF otage**

Les syndicats d'EDF devraient aussi balayer devant leur porte. On peut comprendre leur opposition de principe à Bruxelles et leurs réserves sur le projet Hercule, mais que proposent-ils comme solution alternative ? Retourner au monopole historique, augmenter massivement les prix de l'électricité et refuser toute réforme ne sont pas des pistes viables. Même si ce n'est pas sous la contrainte réglementaire, EDF a besoin d'évoluer et de se donner des moyens de lever des fonds.

L'Etat, enfin, doit faire preuve de courage. L'approche de la présidentielle pourrait tuer dans l'oeuf toute réforme qui serait de nature à cristalliser des oppositions, faisant d'EDF l'otage d'échéances électorales permanentes. Le gouvernement doit mieux dire pourquoi et comment il faut réformer ce géant malade en assumant une part d'impopularité, tant vis-à-vis de Bruxelles que des salariés du groupe.